



En manifestant à deux millions le 13 mai, en s'engageant massivement dans la grève les travailleurs ont montré qu'ils étaient prêts à combattre:

pour défaire le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP
La responsabilité des dirigeants confédéraux et fédéraux CGT et FO, FSU est totale.
Il faut leur imposer d'appeler sans plus tarder à:

La grève générale pour le retrait du projet de loi Fillon

Deux millions de travailleurs en grève dans les rues et en grève le 13 mai, des centaines de milliers d'enseignants en grève, ceux des hôpitaux, de la RATP, ont parlé clair et net: tous veulent le retrait du projet Fillon.

Travailleurs du public et du privé ne sont pas dupes: ce projet veut tous les faire payer plus, plus longtemps, pour toucher moins – et d'abord les fonctionnaires dont la destruction des acquis est la condition du passage général à 41 annuités et plus. Il n'y a rien à négocier!

Il n'y a pas de "problème de financement" des retraites. Pour préserver les profits, le budget de l'Etat consacre des centaines de milliards de francs en subventions au patronat (et aux licenciements), en baisses d'impôts sur les hauts revenus. Le projet Fillon ne manifeste que la volonté du gouvernement UMP et ses commanditaires du

Medef de payer moins et d'ouvrir le "marché" des retraites aux fonds de pension.

Le gouvernement le proclame, appuyé sur ses alliés ouverts (CFDT): il ne compte pas "*s'arrêter en chemin*" (Fillon). Pour le retrait du projet Fillon, il faut combattre pour le vaincre et le chasser, lui et sa majorité UMP.

Chirac, Raffarin et Fillon savent que s'ils reculent sur les retraites, alors ils perdront la force nécessaire pour faire passer leurs projets de démantèlement de l'enseignement public via la décentralisation contre lesquels les enseignants sont aussi en grève massivement; pour faire passer les suppressions de postes par dizaine de milliers dans la fonction publique; pour procéder à leur "réforme" de la Sécurité sociale, contre le droit à la santé.

Thibault (CGT) et Blondel (FO) n'ont rien eu de plus pressé le 13 au soir que répéter après Raffarin "*c'est le gouvernement qui gouverne*". Mais, "la rue", deux millions de travailleurs, ont dit: pas question!

Dans tous les secteurs, et en particulier dans ceux entrés en lutte, les regards se tournent vers les dirigeants confédéraux CGT et FO, eux qui ont refusé de reprendre les "négociations" le 15, mais sans exiger le retrait du projet Fillon.

Ils ont entre les mains l'arme qui peut faire capituler le gouvernement: l'appel à la grève générale

C'est maintenant qu'un retour en arrière de décennies peut être empêché. Maintenant, pas quand les enseignants seront rentrés, épuisés par des semaines de grève(s) émietées car reconductible(s) et locale(s), faute d'appel net de leurs fédérations à la grève générale, faute de comités de grèves se centralisant à tous les niveaux. Maintenant, pas courant juin comme le dit Thibault, date que les dirigeants CGT SNCF ont opposé aux cheminots.

C'est maintenant qu'il faut que les dirigeants confédéraux et fédéraux CGT FO et FSU appellent à la grève générale, comme l'ont demandé 400 enseignants de l'Essonne réunis le 12 mai, comme l'ont demandé le 13 mai 400

enseignants de Clermont-Ferrand, décidant d'aller en délégation à Paris au siège des fédérations.

C'est maintenant, disent des motions votées par des conducteurs de la RATP, qu'ils doivent exiger clairement le retrait du projet Fillon et pas d'autres "négociations".

Les dirigeants syndicaux, et d'abord confédéraux, ont une responsabilité immense. Assez de "discussions" avec le gouvernement! Assez des appels à "*amplifier*" (Blondel), assaisonnés de "*temps forts*"! Au lieu de convoquer d'immenses promenades dominicales "*en famille*" (Thibault, parlant du 25 mai), ce qui est nécessaire est une manifestation à un million et plus à l'Assemblée, contre le gouvernement UMP et sa majorité.

Alors, ceux qui aujourd'hui parlent au nom des travailleurs, de la fonction et des entreprises publiques comme du privé,

les dirigeants confédéraux et fédéraux CGT, FO et FSU, doivent

appeler à la grève générale pour le retrait du projet Fillon!

Rien n'est plus urgent que de combattre pour imposer cette exigence.

Contre le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP doit se réaliser l'unité des organisations ouvrières, les syndicats, mais encore les partis PS et PCF qui se sont finalement prononcés pour le retrait du projet Fillon. Si le gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP étaient battus par la grève générale, un gouvernement des organisations ouvrières unies pourrait immédiatement voir le jour, s'appuyant sur les travailleurs, appliquant une politique conforme à leurs aspirations, stoppant la décentralisation, interdisant les licenciements, abrogeant les lois Sarkozy, créant les postes nécessaires, rétablissant et garantissant le pouvoir d'achat - rompant avec les capitalistes et leurs exigences. Sur cette perspective, comme pour combattre aujourd'hui le gouvernement Chirac-Raffarin, il faut s'organiser.

Combattons ensemble, prenez contact!